

Michel Nicolet*

Face au sentiment croissant d'une perte de valeurs communes et d'une dilution du lien social qui compromettraient notre capacité à vivre ensemble harmonieusement, l'école se trouve de plus en plus interpellée au niveau de sa mission de formation du citoyen de demain. L'éducation à la citoyenneté qui a émergé il y a une quinzaine d'années dans les pays francophones et anglophones s'est voulue être une réponse à ce questionnement par une approche centrée sur la construction chez les élèves de compétences d'action et d'analyse leur permettant d'être des acteurs de leur futur. Dans les pays germanophones, le courant de la *politische Bildung* a davantage mis l'accent sur la formation d'un individu capable de se mouvoir et d'agir dans une société organisée par des lois et traversées de rapports de force et de pouvoir. Parfois considérés comme synonymes (dans le cas, par exemple, de la traduction en français du titre du rapport de F. Oser et R. Reichenbach *Politische Bildung in der Schweiz*, 2000), ils réfèrent à des contextes culturels et intellectuels spécifiques bien que s'opposant tous deux au concept d'instruction civique.

L'intérêt pour l'éducation à la citoyenneté et la *politische Bildung* a été récemment relancé par la publication des résultats des deux volets de l'étude internationale sur l'éducation civique (IEA – Civic Education) réalisée dans 28 pays dont la Suisse, la Russie, la Chine, les Etats-Unis et la plupart des pays européens. Le premier volet de cette étude consacrée à une étude qualitative de la situation de l'éducation à la citoyenneté et de la *politische Bildung* a donné lieu à plusieurs publications dont celle de Oser et Reichenbach que nous venons de citer. Les résultats de l'étude quantitative portant sur les attitudes et les connaissances des élèves de 14 à 15 ans viennent de sortir. Ils sont l'occasion d'une réflexion sur les enjeux de l'éducation à la citoyenneté et de la *politische Bildung*.

L'éducation à la citoyenneté et la *politische Bildung* sont confrontés à de nombreuses questions que le foisonnement des projets et des pratiques tend souvent davantage à escamoter qu'à résoudre.

La première question concerne la définition même du citoyen que l'on se propose de former. Elle porte sur la notion même de citoyenneté et sur la possibilité de former un individu autonome, critique tout en développant chez lui le sentiment d'appartenance et de responsabilité vis-à-vis d'une communauté.

La deuxième question qui découle de la précédente est en relation avec la diversification croissante dans nos sociétés des références et des origines culturelles que les approches interculturelles ont contribué à souligner, mettant l'accent sur l'importance des appartenances sociales et culturelles des différents acteurs. Elles ont amené à relativiser et à étendre la notion même de citoyenneté en proposant une conception plurielle de cette dernière. Si les approches interculturelles tendent à mettre en avant la reconnaissance de la diversité des cadres de référence culturels, l'éducation à la citoyenneté et la *politische Bildung* insistent davantage sur la nécessité d'un idéal d'universalité commun à tous et qui va au-delà des appartenances culturelles. Ces deux approches présentent des contradictions et des incompatibilités qu'il nous a semblé nécessaire de mieux analyser.

La troisième question touche aux formes même de cette éducation à la citoyenneté/*politische Bildung* et aux connaissances ainsi qu'aux compétences dont l'individu doit se doter afin de devenir un acteur social actif et conscient de ses responsabilités.

Le dossier de ce numéro de la Revue suisse des sciences de l'éducation tend à aborder ces questions en faisant appel à des auteurs d'origines et d'horizons disciplinaires différents. Ces différentes contributions sont complétées par une *note de synthèse* de Jalil Akkari consacrée à un état des recherches dans le monde anglo-saxon sur les liens entre éducation à la citoyenneté et éducation multiculturelle. Enfin, trois personnes extérieures au domaine des sciences de l'éducation, Oscar Mazzoleni, Michael Meyrat et René Longet, ont été conviées, dans la partie Discussion, à brièvement commenter la présentation de résultats de l'étude internationale IEA (Civic Education).

La contribution de *R. Reichenbach* explore, dans une perspective philosophique, les liens entre citoyenneté et appartenance dans un contexte démocratique. Soulignant les tensions existant entre une perspective de type *ethos*, orientée vers la communauté et le développement chez l'individu d'un sentiment d'appartenance et une perspective de type *demos* centrée sur les droits et devoirs d'un citoyen membre d'un état, il tend à montrer leur complémentarité. *G. Bourgeault* adoptant un point de vue anthropologique montre la complexité des notions de citoyen et de citoyenneté, complexité qui n'a fait que croître en rapport avec les transformations sociales et économiques de nos sociétés. S'appuyant sur des recherches réalisées auprès de jeunes québécois, il propose un modèle de la formation de la citoyenneté résultant de la rencontre de deux dimensions, l'une en rapport avec la manière dont sont articulés identités culturelles et ethniques et sentiment d'appartenance à une nation et l'autre portant sur les tensions entre

reconnaissance des droits et engagement dans leur transformation. Partant du constat d'une confrontation permanente à la pluralité des appartenances, et par là à l'altérité, chacun serait ainsi placé devant la nécessité de construire son identité, de définir sa propre conception de la citoyenneté.

Prenant appui sur les résultats du premier volet de l'étude IEA (Civic Education), *Gita Steiner-Khamsi* montre l'émergence dans les pays européens d'une nouvelle conception de la citoyenneté, qu'elle nomme *euro-patriotisme*, qui tendrait à dépasser le cadre strict des nations pour définir les nouveaux contours d'une appartenance transnationale. C'est en référence à ce nouveau modèle de citoyenneté qu'elle envisage ensuite la place des minorités culturelles, ouvrant sur la question du rapport entre éducation aux citoyennetés et multiculturalité. Partant du principe selon lequel l'*euro-patriotisme* conduirait à redéfinir la démocratie par rapport à des enjeux économiques, elle défend l'idée selon laquelle l'heure ne serait pas dans les pays européens à une reconnaissance des identités culturelles des groupes minoritaires mais bien plutôt à une intégration sociale et économique des individus passant par la revendication d'une égalité d'accès à l'éducation, à l'école et aux droits politiques. *F. Lorcerie* dans sa contribution, discute de l'apport de la perspective interculturelle à la citoyenneté en mettant en discussion le paradigme de l'ethnicité et en soulignant les transformations du modèle classique de l'Etat-nation consécutif à un renforcement de la pluralité culturelle de nos sociétés. Refusant elle aussi l'opposition entre ethos et demos, elle propose le concept d'ethnonationalisme selon lequel les identités culturelles minoritaires seraient dans des rapports constants de coexistence et de tension avec «le principe individuo-universaliste de l'Etat national». Il en découlerait l'abandon d'une «conception nationale unitaire» de la citoyenneté au profit d'une «conception délibérative pluraliste» dans laquelle l'identité nationale résulterait d'une construction collective à partir des diverses appartenances ethniques et du jeu entre «culture commune» et «cultures particulières».

La troisième thématique abordée dans ce dossier porte sur les formes de réalisation de l'éducation à la citoyenneté. A partir d'une recherche réalisée en France sur l'état de l'éducation civique à l'école primaire, *F. Audigier* montre, outre la diversité des conceptions, la tendance des enseignants à se limiter à des pratiques liées au seul domaine scolaire et à réduire la citoyenneté au seul exercice d'un droit en dehors de tout sentiment d'appartenance et de responsabilité sociale. Il met en évidence la nécessité de se donner des cadres de référence précis afin d'éviter de glisser dans des pratiques purement scolaires, vidées de toute référence aux enjeux politiques et notamment de pouvoir. Pour lui, la mission de l'école consisterait à «mettre les élèves en situation de construire les outils théoriques et pratiques pour penser leur vie sociale et agir». *R. Blakeney* défend la place de l'éducation à la citoyenneté dans l'école en esquissant le contenu d'un curriculum prenant appui sur la psychologie du développement de l'enfant et de

l'adolescent. Analysant les résultats de l'enquête internationale sur les attitudes et les connaissances des élèves dans le domaine de l'éducation civique, *F. Oser* met en évidence chez les élèves suisses par rapport à ceux des autres pays concernés une relative faiblesse des connaissances en matière civique associée à une ouverture limitée à un engagement social et politique. L'étude montre aussi une moindre participation des jeunes suisses à des activités politiques conjointement à un haut degré de confiance dans les institutions. Face à ces résultats, *Oser* souligne la nécessité de la mise en œuvre au plan national d'une réflexion sur la place à accorder à l'éducation à la citoyenneté et à la *politische Bildung* plaidant pour une formation qui permette aux jeunes d'élaborer une conscience collective au travers d'une mise en discussion des dimensions historiques des questions politiques.

Cet ensemble de contributions témoigne d'une réflexion féconde sur les transformations apportées à la conception de la citoyenneté. Si, dans leur ensemble, elles tendent à montrer l'émergence d'un nouveau modèle de la citoyenneté articulant particularisme des appartenances culturelles et universalité des valeurs démocratiques, elles soulignent cependant les risques d'une perte de vue, notamment dans le cadre scolaire, des dimensions collectives et des enjeux sociaux plus larges. L'importance des questions et des défis qui sont posés à l'éducation à la citoyenneté et à la *politische Bildung* appelle la poursuite de recherches dans ce domaine afin de mieux repérer les dynamiques psychologiques et sociales entourant la construction chez les jeunes d'une conscience citoyenne et de préciser les contenus et les modalités de la formation du citoyen de demain.

Angesichts des wachsenden Gefühls eines Verlusts von gemeinsamen Werten und der Schwächung des sozialen Bandes, was unsere Fähigkeit, mehr oder weniger harmonisch zusammen zu leben, zu kompromittieren scheint, wird die Schule auf der Ebene ihres politischen Auftrags, den Bürger von morgen auszubilden, erneut angesprochen. Unter dem Begriff *l'éducation à la citoyenneté*, der vor etwa fünfzehn Jahren in den frankophonen Ländern aufgetreten ist, sollte eine mögliche Antwort auf damit zusammenhängende Fragestellungen gegeben werden, ein Ansatz nämlich, der die Entwicklung von Handlungs- und Analysekompetenzen der Schüler fokussiert, damit diese Akteure einer eigenen Zukunft werden können. Etwas anders akzentuiert als der Begriff der *civic education* in den angelsächsischen Ländern bezieht sich der Begriff der *politischen Bildung* im deutschsprachigen Raum verstärkt auf die Erziehung und Bildung des Individuums, welches die Fähigkeit besitzen soll, sich in einer Gesellschaft zu bewegen und zu handeln, die von Gesetzen organisiert und von diversen sozialen Kräfte- und Machtverhältnissen durchdrungen ist. Manchmal werden die entsprechenden Begriffe zwar nicht synonym, doch als funktionale Äquivalente betrachtet (wie zum Beispiel im Fall der französischen Übersetzung des Titels des Berichts von F. Oser und R. Reichenbach *Politische Bildung in der Schweiz*, [2000]). Klar bleibt jedoch, dass sie sich auf jeweils spezifische kulturelle und intellektuelle Kontexte beziehen und sich allesamt vom Konzept «blosser» Staatsbürgerkunde abzugrenzen trachten.

Das Interesse an der *éducation à la citoyenneté* bzw. der *politische Bildung* hat kürzlich einen gewissen Aufschwung erlebt durch die Veröffentlichung der Ergebnisse der internationalen Studie zur Staatsbürgerkunde/demokratischen Bildung (IEA – Civic Education), welche in 28 Ländern durchgeführt worden ist (darunter die Schweiz, Russland, China, die USA und die Mehrzahl der europäischen Länder). Der erste Teil dieser Studie beinhaltete eine qualitative Untersuchung zur Situation der *politischen Bildung* im nationalen Rahmen und hat zu mehreren Veröffentlichungen Anlass geboten (darunter zur oben erwähnten von Oser und Reichenbach). Die Ergebnisse des zweiten und gewichtigeren Teiles, also der quantitativen Studie über die Einstellungen, Kenntnisse und Fähigkeiten der 14- bzw. 15-jährigen Schülerinnen, sind gerade erschienen. Sie bieten Anlass zur Reflexion.

Freilich wird die *éducation à la citoyenneté* bzw. die *politische Bildung* mit zahlreichen Fragen konfrontiert, welche in der Vielfalt von Projekten und Praktiken eher übergangen als angegangen werden.

Eine erste solche Frage betrifft die Definition der Bürgerin bzw. des Bürgers selbst, zu der und dem man erziehen und ausbilden will. Hier wird nach der Idee des Bürgerseins und -sinns und damit nach der Möglichkeit gefragt, wie ein autonomes und kritisches Individuum auszubilden sei, das zugleich Gefühle der Zugehörigkeit zu und Verantwortung gegenüber Gemeinschaften entwickeln

kann. Eine zweite Frage, die sich aus der vorhergehenden ableitet, steht in Beziehung zu der wachsenden Diversifizierung der kulturellen Bezüge und Ursprünge in unseren Gesellschaften, wie sie von interkulturellen Ansätze unterstrichen worden ist, die den Akzent auf die Bedeutung der sozialen und kulturellen Zugehörigkeiten der unterschiedlichen Akteure setzen. Solche Perspektiven haben dazu geführt, die Idee der *citoyenneté* (zu Deutsch neuerdings manchmal Citoyenität) gleichzeitig zu relativieren und zu erweitern, indem sie nun pluralistisch gedacht werden sollte. Während interkulturelle Ansätze dazu neigen, die Anerkennung der Verschiedenheit der kulturellen Bezugsrahmen zu betonen und normativ zu fordern, bestehen die Ansätze einer *éducation à la citoyenneté/politischen Bildung* «traditionell» eher auf der Notwendigkeit «universeller» (demokratischer) Ideale, welche das Ethos kultureller Zugehörigkeit transzendieren. Solche unterschiedlichen Gewichtungen bringen Widersprüche und Unvereinbarkeiten mit sich, die zu analysieren sind. Eine dritte Frage betrifft sowohl die konkreten Formen der *politischen Bildung* als auch die Kenntnisse und Kompetenzen, mit denen sich das Individuum zu rüsten hat, um ein sozial verantwortungsbewusster Akteur sein zu können.

Das Dossier dieser Nummer der Schweizer Zeitschrift für Bildungswissenschaften geht die drei Fragen an, indem es sich an Autoren unterschiedlicher disziplinärer Provenienz wendet. Die Beiträge werden komplementiert durch eine zusammenfassende Notiz, die dem Forschungsstand zum Zusammenhang zwischen politischer Bildung und multikultureller Erziehung in der angelsächsischen Welt gewidmet ist. Schliesslich sind zwei Personen ausserhalb des Bereichs der Erziehungswissenschaften eingeladen worden, die Darstellung der Ergebnisse der internationalen Studie zur politischen Bildung (IEA Civic Education) in der Rubrik *Diskussion* zu kommentieren.

Der Beitrag von *R. Reichenbach* befragt die Beziehungen zwischen Bürgersein und Zugehörigkeit zu einem demokratischen Kontext aus bildungstheoretischer Perspektive. Er unterstreicht die vorhandenen Spannungen zwischen einer Orientierung des Typs *Ethnos*, d.h. die Ausrichtung auf die Gemeinschaft und die Entwicklung eines Zugehörigkeitsgefühls beim Individuum, und einer Ori-

entierung des Typs *Demos*, d.h. die Ausrichtung auf die Rechte und Pflichten des Staatsbürgers bzw. der Staatsbürgerin, und zeigt ihre gegenseitige Ergänzung auf.

G. Bourgeault argumentiert aus anthropologischer Sicht und verweist auf die Komplexität der Ideen des Bürgerseins und der *citoyenneté*, eine Komplexität, die sich in Beziehung zu den sozialen und ökonomischen Wandlungen unserer Gesellschaften nur noch verdichtet hat. Bourgeault stützt sich auf Untersuchungen mit jungen Menschen aus Quebec und schlägt ein Modell vor, das sich aus dem Zusammentreffen zweier Dimensionen ergibt; namentlich der Beziehung zwischen der Art und Weise, wie kulturelle und ethnische Identitäten und das Zu-

gehörigkeitsgefühl zu einem Staat artikuliert werden einerseits, und der Spannung zwischen der Anerkennung von Rechten und dem Engagement für deren Wandel andererseits. Ausgehend von einer andauernden Konfrontation mit der Pluralität von Zugehörigkeiten und damit mit Alterität scheint so jedes Individuum vor die Notwendigkeit gestellt, seine Identität selbst zu schaffen und gewissermassen eine eigene Auffassung von Citoyenität zu finden.

Gestützt auf die Ergebnisse des ersten Teils der IEA-Studie (Civic and multicultural Education) behandelt *G. Steiner-Khamsi* das Auftreten einer neuen Auffassung der Bürger- und Zivilgesellschaft in europäischen Ländern, die sie Euro-Patriotismus nennt, welcher den strengen Rahmen der Nationalstaaten sprengt, und die Umrisse einer neuen transnationalen Zugehörigkeit definiert. Mit Bezug auf dieses Modell fasst die Autorin den Platz der kulturellen Minderheiten ins Auge und führt so zur Frage der Beziehung zwischen politischer Bildung und Multikulturalität. Ausgehend von der Betrachtungsweise, wonach der Euro-Patriotismus dazu führe, die Demokratie in Bezug auf ökonomische Fragen neu zu definieren, verteidigt die Autorin die Sicht, dass es in den europäischen Ländern weniger um die Anerkennung der kulturellen Identität von Minderheiten gehen könne als vielmehr um eine soziale und ökonomische Integration von Individuen mittels der Forderung nach gleichberechtigtem Zugang zur Erziehung, zur Schule und zu politischen Rechten.

F. Lorcerie diskutiert in seinem Aufsatz den Beitrag der interkulturellen Perspektive auf die Bürgergesellschaft, indem er das Paradigma der Ethnizität zur Diskussion stellt und den Wandel des klassischen Modells des Nationalstaates unterstreicht, der aus der Verstärkung der kulturellen Pluralität unserer Gesellschaften folgt. Lorcerie weist den Gegensatz zwischen Ethnos und Demos zurück und spricht vom Konzept des Ethnonationalismus, nach dem die kulturellen Minderheitsidentitäten in andauerndem Bezug von Koexistenz und Spannung mit dem «individuell-universalistischen Prinzip des Nationalstaates» stehen. Hieraus leitet sich das Aufgeben der einheitsstaatlichen Konzeption von Citoyenität zugunsten einer deliberativ-pluralistischen Auffassung ab, nach welcher nationale Identität – ausgehend von den unterschiedlichen ethnischen Zugehörigkeiten und dem Spiel zwischen der «gemeinsamen Kultur» und der «partikulären Kultur» – einer kollektiven Konstruktion entspricht.

Die dritte Thematik, die in diesem Dossier angesprochen wird, beschäftigt sich mit der Verwirklichung der *éducation à la citoyenneté/politischen Bildung*. Ausgehend von einer in Frankreich durchgeführten Untersuchung zum Stand der Staatsbürgerkunde in der Grundschule, zeigt *F. Audigier* nebst der Verschiedenartigkeit der Auffassungen insbesondere die allgemeine Neigung der Lehrpersonen auf, sich auf Praktiken zu beschränken, die allein auf den schulischen Bereich bezogen sind und die das Bürgerleben allein auf die Ausübung von Rechten reduzieren, sozusagen ausserhalb des Zugehörigkeitsgefühls und der

sozialen Verantwortung. Er legt die Notwendigkeit dar, sich präzise Bezugsrahmen zu geben, um das Abgleiten in rein schulische Praktiken zu vermeiden, welche von den Themen der Politik und besonders der Macht enthoben sind. Für Audigier besteht die Aufgabe der Schule darin, die Schüler in die Lage zu versetzen, die theoretischen und praktischen Werkzeuge zu schaffen, um ihr soziales Leben zu bedenken und überhaupt zu handeln.

R. Blakeney verteidigt den Platz der *civic education* in der Schule und skizziert den Inhalt eines Curriculums, das sich auf die Entwicklungspsychologie des Kindes und Jugendlichen stützt.

In der Analyse der Ergebnisse der internationalen Untersuchung zu den Einstellungen, Kenntnissen und Fähigkeiten macht F. Oser deutlich, dass bei Schweizer SchülerInnen im Ländervergleich eine relative Schwäche in bürgerkundlich-demokratischen Kenntnissen vorliegt, welche begleitet wird von einer begrenzten Öffnung auf soziales und politisches Engagement hin. Die Studie verweist weiter auf eine geringe Teilnahme der jungen SchweizerInnen an politischen Aktivitäten, hingegen weist sie auch auf ein hohes Mass an Vertrauen in die politischen Institutionen hin. Angesichts dieser Ergebnisse unterstreicht Oser die Notwendigkeit, auf nationaler Ebene eine Reflexion darüber in Gang zu setzen, welcher Platz der *politischen Bildung* einzuräumen sei und plädiert für eine Schule, die es den jungen Menschen auch erlaube, mittels der Behandlung der historischen Dimension politischer Fragen ein kollektives Bewusstsein auszubilden.

Die Beiträge zeugen von einer fruchtbaren Reflexion über den Wandel der Auffassung von Bürger und Gesellschaft. Auch wenn sie in ihrem Zusammenspiel auf das Auftreten neuer Vorstellungen hinweisen, welche zugleich die Partikularismen der kulturellen Zugehörigkeiten und die Universalität ihrer demokratischen Werte artikulieren, so unterstreichen sie ebenfalls die Risiken, dass – besonders im schulischen Rahmen – die Dimension des Kollektiven und größere soziale Themen aus dem Blick geraten können. Die Fragen und Herausforderungen, die heute an die *politische Bildung* gestellt werden, machen die Notwendigkeit einer Fortsetzung von Untersuchungen in diesem Bereich einsichtig, namentlich damit die psychologischen und sozialen Dynamiken besser ausfindig gemacht werden können, die den jungen Menschen bei der Konstruktion eines Bürgerbewusstseins prägen, und damit die Inhalte und Modalitäten der Erziehung zum Bürger von morgen präzisiert werden können.

* Übersetzung: Roland Reichenbach